



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 25 du 29 août 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 29 août 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	983
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	983
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	983
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	983
Arrêté du 27 août 2013 autorisant la modification des articles 1 et 2 des statuts du Pôle Métropolitain du sillon lorrain.....	983
Bureau des procédures environnementales.....	983
Arrêté du 23 août 2013 donnant acte à la société PROFILÉS et tubes de l'Est de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'HATRIZE.....	983
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	984
Bureau de l'interministérialité.....	984
Arrêté n°13.BI.24 du 22 août 2013 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires	984
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	984
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	984
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	984
Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-069 du 28 août 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de rechargement en enrobés de la section courante de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 256+650 et 253+000.....	984
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	988
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	988
ARRÊTÉ SAP/775615586 du 26 août 2013 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy	988
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 29 août 2013 enregistrée sous le N° SAP/775615586 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	989
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	989
AGRICULTURE FORÊT CHASSE.....	989
Arrêté du 12 août 2013 classant le sanglier comme animal nuisible du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014.....	989
ENVIRONNEMENT-EAU-BIODIVERSITE.....	990
Arrêté du 28 août 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques.....	990

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 27 août 2013 autorisant la modification des articles 1 et 2 des statuts du Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5731-1 et suivants, et L5711-1-1 et suivants ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2011 portant création du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain ;
Vu la délibération du conseil du Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain proposant la modification des statuts de l'établissement en date du 28 mars 2013 ;
Vu les délibérations favorables à cette modification statutaire des collectivités suivantes :
Communauté d'agglomération d'Épinal en date du 17 juin 2013,
Communauté urbaine du Grand Nancy en date du 28 juin 2013,
Communauté d'agglomération Metz Métropole en date du 24 juin 2013,
Communauté d'agglomération portes de France – Thionville en date du 10 juin 2013
Considérant que la totalité des collectivités membres du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain s'est prononcée favorablement sur cette modification des statuts
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : À l'article 1er « Liste des membres – périmètre » des statuts du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain :
« Communauté d'agglomération d'Épinal-Golbey » est remplacé par « Communauté d'agglomération d'Épinal ».
Le reste sans changement.

Article 2 : L'article 2 des statuts du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain est remplacé comme suit :
« Art 2 : Siège :

Le siège de Présidence du Pôle Métropolitain est établi au siège de la collectivité dont le représentant assure la Présidence.
Le siège administratif du Pôle Métropolitain est hébergé par l'association du Sillon Lorrain : ADUAN, Technopole Renaissance – 49, bd d'Austrasie à NANCY ».

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres du pôle et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, aux préfets de la région Lorraine et des Vosges et qui sera inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.
Nancy le 27 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté du 23 août 2013 donnant acte à la société PROFILÉS et tubes de l'Est de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'HATRIZE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163-1 à L.163-12 et L.174-1 à L.174-12 (ex articles 91 à 96) ;
Vu le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment ses articles 43 à 50 ;
Vu l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 43 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains (ex article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, abrogé)
Vu le décret du 28 octobre 1902 instituant la concession de mines de fer d'Hatrize pour une durée illimitée au profit de Monsieur Charles Georgi
Vu l'acte notarié de Maître Dufour et Maître Delafonde, notaires à Paris, du 23 août 1903, portant transfert de la concession de mines de fer d'Hatrize à Monsieur François De Wendel ;
Vu l'acte notarié de maître Dufour, notaire à Paris, en date du 19 novembre 1908 portant transfert de la concession de mines de fer d'Hatrize à la société anonyme des mines d'Hatrize ;
Vu le décret du 17 avril 1961 autorisant les mutations par voie d'échange de partie des concessions de mines de fer de Giraumont et d'Hatrize entre la société des mines de fer de Giraumont et la société des mines d'Hatrize ;
Vu la délibération du conseil d'administration de la société des mines de fer d'Hatrize en date du 15 mars 1973, actant la nouvelle dénomination sociale de la société : «Profilés et Tubes de l'Est» ;
Vu la déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatrize présentée le 8 février 2007 par la société Profilés et Tubes de l'Est, filiale de la société Aveyrs ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 août 2007 donnant acte à la société Profilés et Tubes de l'Est de l'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatrize ;
Vu les courriers en date du 25 mars et 28 mai 2013 du préfet de Meurthe-et-Moselle demandant à la société des Profilés et Tubes de l'Est de transmettre le mémoire sur les travaux, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2007 ;
Vu la transmission en date du 12 juin 2013 par laquelle la société des Profilés et Tubes de l'Est avise le préfet de Meurthe-et-Moselle de la fin de réalisation des prescriptions qui lui sont imposées ;
Vu les rapports et avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine en date du 1er août 2013 concernant l'application de l'arrêté préfectoral du 17 août 2007, valant procès-verbal de récolement ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la société des Profilés et Tubes de l'Est, 100 rue Petit -75165 PARIS- , de l'exécution des mesures prescrites dans le cadre de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatriz.

Article 2 : La surveillance administrative et la police des mines s'appliquant aux travaux miniers et aux installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Hatriz prennent fin à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux (2) mois, à compter de sa notification.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes du périmètre minier visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat des maires.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Profilés et Tubes de l'Est et dont copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Briey et à :

- Mme et MM. les Maires des communes de Abbeville-lès-Conflans, Les Baroches, Hatriz, Labry et Valleroy ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Directeur de l'Agence régionale de Santé Lorraine, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Directeur régional des affaires culturelles de Lorraine ;
- M. le Général, commandant de la Région Terre Nord-Est.

Nancy, le 23 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité*

Arrêté n°13.BI.24 du 22 août 2013 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n°2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n°86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n°90-302 du 4 avril 1990, le décret n°2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n°88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;
VU le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n°97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions ;
VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du Président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er novembre 2011 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, est complété ainsi qu'il suit :

Chapitre I - Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole, d'aménagement foncier, de forêt et de chasse :

127 - dans le cadre de la procédure de classement en forêt de protection, lettres de notification aux propriétaires, procès-verbal de reconnaissance et autres courriers relatifs à la procédure (art. L141-1 à 18 et R.141-1 à 42 du code forestier).

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 22 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-069 du 28 août 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de rechargement en enrobés de la section courante de l'autoroute A31, sens Luxembourg-Beaune, entre les PR 256+650 et 253+000.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 12/08/2013 présenté par le district de Metz ;
 VU la réunion de concertation avec la CRS Autoroutière Alsace-Lorraine en date du 05/08/2013 ;
 VU les avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 13/08/2013 et du 28/08/2013 ;
 VU l'information de la commune de Champigneulle ;
 VU l'information de la commune de Maxéville ;
 VU l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 14/08/2013 ;
 VU l'information de la Communauté de Commune du Bassin de Pompey ;
 VU l'information de la Commune de Frouard ;
 VU l'information de la Commune de Custines ;
 VU l'information de la Commune de Laxou ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 13/08/2013 ;
 VU l'avis du CRICR de Metz en date du 16/08/2013 ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 09/08/2013 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2013-DIR-EST-M-54-068 du 23 août 2013.

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 258+800 au PR 250+200	
SENS	LUXEMBOURG-BEAUNE (sens 2)	
SECTION	Courante : 2x3 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Rechargement en enrobés.	
PERIODE GLOBALE	Du 26 août au 17 septembre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculement total du sens 2 (Luxembourg-Beaune) sur le sens 1 (Beaune-Luxembourg) de type 1+1 et 0 et/ou 2+1 et 0 selon les nuits ; - Fermeture de bretelles d'échangeurs dans le sens 2 et mises en place de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: District de Metz	MISE EN PLACE PAR: CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1 à 4	Nuits des 26, 27, 28, 29 août 2013 et nuits des 02, 03, 04, 05, 09, 10, 11 septembre 2013 de 21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture de la bretelle d'entrée sur A31 de l'échangeur n° 22 en direction de Nancy	<u>Déviations :</u> Les usagers en provenance de Frouard souhaitant emprunter l'A31 en direction de Nancy, Paris ou Strasbourg sont dirigés sur l'A31 en direction de Metz et invités à sortir à l'échangeur n° 24 de Custines où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Nancy, Paris et Strasbourg. Les usagers, en provenance de Frouard souhaitant emprunter l'A31 en direction des sorties n° 21 'Nancy 3 Maisons' et n° 20 'Nancy-centre', sont dirigés sur les RD 657/570 en direction de Nancy.
2 à 3	Nuits des 28, 29 août 2013 et nuits des 02, 03, 04, 05, 09 septembre 2013 de 22h00 à 2h00	A31 sens 1	Micro-coupures de la bretelle d'entrée sur A31 de l'échangeur n° 22 en direction de Metz	Pas de déviation : les usagers sont stockés en début de bretelle.
1	Nuits des 26 et 27 août 2013. de 22h00 à 6h00	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 puis 1+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 256+600 et 251+350	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
	21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture des bretelles de sortie des échangeurs n° 21 'Nancy 3 Maisons' et n° 20 'Nancy-centre'	<u>Déviations :</u> Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter les échangeurs n° 21 ou 20 continueront sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et emprunter l'échangeur n° 22 de Frouard puis la RD657 en direction de Nancy.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTMA.
2	Nuits des 28, 29 août et nuits des 02, 03, 04, 05 septembre 2013 de 22h00 à 6h00	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 256+600 et 253+400	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
	21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 21 'Nancy 3 Maisons'	<u>Déviations :</u> Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter l'échangeur n° 21 continueront sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et emprunter l'échangeur n° 22 de Frouard puis la RD657 en direction de Nancy.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTMA.
3	la nuit du 09 et 10 septembre 2013	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 257+100 et 255+000	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
	de 21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 22 'Frouard'	<u>Déviations :</u> Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter l'échangeur n° 22 continueront

				sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et retrouver l'échangeur n° 22 de Frouard.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTR.
4	la nuit du 11 septembre 2013 de 22h00 à 6h00	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 256+600 et 253+400	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
	de 21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 21 'Nancy 3 Maisons'.	Déviation : Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter l'échangeur n° 21 continueront sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et emprunter l'échangeur n° 22 de Frouard puis la RD657 en direction de Nancy.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTR.
5	la nuit du 12 septembre 2013 de 22h00 à 6h00	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 255+000 et 253+400	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTR.
6	la nuit du 16 septembre 2013 de 22h00 à 6h00	A31 sens 2 AK5 au PR 258+800	Basculement de circulation 2+1 et 0 puis 1+1 et 0 du sens 2 sur sens 1 entre les ITPC des PR 255+000 et 251+350	- Limitation de la vitesse à 70 km/h en approche du basculement. - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
	de 21h00 à 6h00	A31 sens 2	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 20 'Nancy-centre'	Déviation : Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant emprunter l'échangeur n° 20 continueront sur l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 19 de Laxou où ils feront demi-tour pour reprendre l'A31 en direction de Metz et emprunter l'échangeur n° 22 de Frouard puis la RD657 en direction de Nancy.
		A31 sens 1 AK5 au PR 250+200	Neutralisation de la voie de gauche	- Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules de marchandises de plus de 3,5T de PTAC ou PTR.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Frouard, Champigneulle, Custines et Maxéville ;

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

activation des Panneaux à Messages Variables du secteur.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Frouard, Champigneulle, Custines et Maxéville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 28 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
Le Directeur adjoint ingénierie,
Didier OHLMANN

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRÊTÉ SAP/775615586 du 26 août 2013 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU l'agrément qualité n° E/010908/A/054/Q/034 délivré le 1^{er} septembre 2008 à l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Âgées (ADAPA) de Meurthe-et-Moselle, sise 13/15 boulevard Joffre à Nancy (54000),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 23 août 2013,

VU l'arrêté du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n°2006-DISAS-345-S.H.D. du 7 juillet 2006 régularisant l'autorisation de création du service prestataire d'aide à domicile de l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Âgées de Meurthe-et-Moselle',

VU le certificat AFNOR NF Service n°12-0014 du 31 janvier 2012,

SUR proposition du responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Âgées (ADAPA) de Meurthe-et-Moselle, sise 13/15 boulevard Joffre à Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} septembre 2013.

La prochaine demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'ADAPA de Meurthe-et-Moselle est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

- Mode d'intervention : prestataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'ADAPA de Meurthe-et-Moselle envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
Michel PROSIC

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 29 août 2013 enregistrée sous le N° SAP/775615586 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23 août 2013 par l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Âgées (ADAPA) de Meurthe-et-Moselle, sise 13/15 boulevard Joffre à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'ADAPA de Meurthe-et-Moselle, sous le n° SAP/775615586,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'ADAPA de Meurthe-et-Moselle sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile.
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er septembre 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 29 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
AGRICULTURE FORÊT CHASSE**

Arrêté du 12 août 2013 classant le sanglier comme animal nuisible du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-8, et R 427-6 à R 427-28 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement.

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'avis de la formation « nuisibles » de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage consultée par écrit le 24 juillet 2013 ;

CONSIDERANT l'importance des dégâts occasionnés par les sangliers aux productions agricoles, les troubles à la sécurité publique qu'ils engendrent dans les zones urbaines, ainsi que les risques de collision avec les véhicules ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Le sanglier (*Sus scrofa*) est classé nuisible sur l'ensemble du territoire de la Meurthe-et-Moselle pour la période du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014.

Article 2 : Le sanglier peut être détruit à tir de jour seulement, entre la date de clôture générale de la chasse et le 31 mars, sur autorisation individuelle délivrée par la direction départementale des territoires sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

Article 3 : Les fonctionnaires ou agents mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article L428-20 du code de l'environnement, ainsi que les gardes particuliers sur le territoire sur lequel ils sont commissionnés, sont autorisés à détruire à tir les sangliers, de jour seulement, entre la date de clôture générale de la chasse et le 31 mai, sur déclaration auprès de la direction départementale des territoires et sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

Article 4 : Le piégeage du sanglier est interdit sans préjudice de l'application de l'article L427-1 du code de l'environnement.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à : M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, M. le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, M. le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes par le soin des maires.

Nancy, le 12 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ENVIRONNEMENT-EAU-BIODIVERSITE**Arrêté du 28 août 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-6 à R. 411-14 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4ème de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 19/08/2013,

Considérant que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public pour la thématique suivante :

Biomimétisme;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
<i>Alcedo atthis</i>	Martin pêcheur	1	1er octobre 2013 au 31 mars 2014	Espace animalier de la Pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy

Article 2 : prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;

Leur statut juridique ;

Article 3 : exécution

M. le Secrétaire Général de la préfecture M. le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Chef du service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 28 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Environnement, Eau, Biodiversité
Jean Luc JANEL

